

SOMMAIRE

I. LÉGISLATION SPECIALE

- Loi modifiant le régime des sociétés en matière d'impôts sur les revenus et instituant un système de décision anticipée en matière fiscale – 24 décembre 2002
- Arrêté royal pris en exécution de l'article 22, alinéa 2, de la loi du 24 décembre 2002 modifiant le régime des sociétés en matière d'impôts sur les revenus et instituant un système de décision anticipée en matière fiscale – 17 janvier 2003
- Arrêté royal pris en exécution de l'article 26 de la loi du 24 décembre 2002 modifiant le régime des sociétés en matière d'impôts sur les revenus et instituant un système de décision anticipée en matière fiscale – 30 janvier 2003
- Loi transposant en droit belge la directive 2003/48/CE du 3 juin 2003 du Conseil de l'Union européenne en matière de fiscalité des revenus de l'épargne sous forme de paiements d'intérêts et modifiant le Code des impôts sur les revenus 1992 en matière de précompte mobilier – 17 mai 2004

II. IMPÔTS SUR LES REVENUS

- Code des impôts sur les revenus 1992 – 10 avril 1992
- Arrêté royal d'exécution du Code des impôts sur les revenus 1992 – 27 août 1993
- Loi relative au plan d'action belge pour l'emploi 1998 et portant des dispositions diverses – 26 mars 1999
- Arrêté royal d'exécution des articles 413bis à 413sexies du Code des impôts sur les revenus 1992 – 25 février 2005

III. TAXES ASSIMILÉES AUX IMPÔTS SUR LES REVENUS

- Code des taxes assimilées aux impôts sur les revenus – 23 novembre 1965

IV. CODE FLAMAND DE LA FISCALITÉ

- Code flamand de la Fiscalité – 13 décembre 2013

V. DROITS ET TAXES DIVERS

- [Code des droits et taxes divers] – 2 mars 1927

VI. TAXE SUR LA VALEUR AJOUTÉE

VI.A. Code de la taxe sur la valeur ajoutée

- Code de la taxe sur la valeur ajoutée – 3 juillet 1969

VI.B. Arrêtés royaux T.V.A.

- Arrêté royal 1 relatif aux mesures tendant à assurer le paiement de la taxe sur la valeur ajoutée – 29 décembre 1992
- Arrêté royal 3 relatif aux déductions pour l'application de la taxe sur la valeur ajoutée – 10 décembre 1969
- Arrêté royal 4 relatif aux restitutions en matière de taxe sur la valeur ajoutée – 29 décembre 1969
- Arrêté royal 6 relatif aux exemptions concernant les transports internationaux, les navires et bateaux et les aéronefs, en matière de taxe sur la valeur ajoutée – 27 décembre 1977

- Arrêté royal 7 relatif aux importations de biens pour l'application de la taxe sur la valeur ajoutée – 29 décembre 1992
- Arrêté royal 8 déterminant, en matière de taxe sur la valeur ajoutée, les modalités d'arrondissement des taxes dues, à déduire ou à restituer – 12 mars 1970
- Arrêté royal 9 relatif à la taxation d'office en matière de taxe sur la valeur ajoutée – 12 mars 1970
- Arrêté royal 11 relatif à l'application de la taxe sur la valeur ajoutée – 29 décembre 1992
- Arrêté royal 14 [relatif aux cessions de bâtiments, fractions de bâtiment et du sol y attaché et aux constitutions, cessions et rétrocessions d'un droit réel au sens de l'article 9, alinéa 2, 28, du Code de la taxe sur la valeur ajoutée, portant sur de tels biens] – 3 juin 1970
- Arrêté royal 15 organisant la procédure d'expertise prévue à l'article 59, § 2, du Code de la taxe sur la valeur ajoutée – 3 juin 1970
- Arrêté royal 18 relatif aux exemptions concernant les exportations de biens et de services en dehors de la Communauté, en matière de taxe sur la valeur ajoutée – 29 décembre 1992
- Arrêté royal 19 relatif au régime de franchise établi par l'article 56, § 2, du Code de la taxe sur la valeur ajoutée en faveur des petites entreprises – 29 décembre 1992
- Arrêté royal 20 fixant le taux de la taxe sur la valeur ajoutée et déterminant la répartition des biens et services selon ces taux – 20 juillet 1970
- Arrêté royal 22 relatif au régime particulier applicable aux exploitants agricoles en matière de taxe sur la valeur ajoutée – 15 septembre 1970
- Arrêté royal 23 relatif à la liste annuelle des clients assujettis à la T.V.A. – 9 décembre 2009
- Arrêté royal 24 relatif au paiement de la taxe sur la valeur ajoutée – 29 décembre 1992
- Arrêté royal 30 relatif à l'application de la taxe sur la valeur ajoutée à la location-financement d'immeubles – 29 décembre 1992
- Arrêté royal 31 relatif aux modalités d'application de la taxe sur la valeur ajoutée en ce qui concerne les opérations effectuées par les assujettis qui ne sont pas établis en Belgique – 2 avril 2002
- Arrêté royal 35 établissant une base forfaitaire d'imposition à la taxe sur la valeur ajoutée de la marge brute des agences de voyages – 28 décembre 1999
- Arrêté royal 41 fixant le montant des amendes fiscales proportionnelles en matière de taxe sur la valeur ajoutée – 30 janvier 1987
- Arrêté royal 42 fixant le taux de change à appliquer lorsque des éléments, servant à déterminer la base d'imposition à la taxe sur la valeur ajoutée des opérations autres que des importations de biens, sont exprimés dans une monnaie étrangère – 29 décembre 1992
- Arrêté royal 43 relatif à l'exemption de la taxe sur la valeur ajoutée concernant les prestations de services fournies à leurs membres par les groupements autonomes de personnes – 5 juillet 1991
- Arrêté royal 44 fixant le montant des amendes fiscales non proportionnelles en matière de taxe sur la valeur ajoutée – 9 juillet 2012
- Arrêté royal 46 relatif à la déclaration de l'acquisition intracommunautaire de moyens de transport et au paiement de la T.V.A. due y afférente – 29 décembre 1992
- Arrêté royal 47 relatif au contrôle du paiement de la taxe sur la valeur ajoutée due en raison de la livraison, de l'acquisition intracommunautaire et de l'importation de moyens de transport, au sens de l'article 8bis, § 2, 18, du Code – 25 février 1996
- Arrêté royal 48 relatif aux livraisons de [moyens de transport au sens de l'article 8bis, § 2, 18, [du Code de la T.V.A.],] dans les conditions de l'article 39bis [du Code de la T.V.A.] – 29 décembre 1992
- Arrêté royal 50 relatif au relevé à la T.V.A. des opérations intracommunautaires – 9 décembre 2009
- Arrêté royal 51 relatif au régime de simplification pour des acquisitions intracommunautaires de produits soumis à accise en matière de taxe sur la valeur ajoutée – 14 avril 1993

- Arrêté royal 52 concernant les exemptions relatives aux livraisons intracommunautaires de biens et aux opérations y assimilées, ainsi qu'aux acquisitions intracommunautaires de biens, en matière de taxe sur la valeur ajoutée – 29 décembre 1992
- Arrêté royal 53 relatif au régime particulier d'imposition de la marge bénéficiaire applicable aux biens d'occasion, objets d'art, de collection ou d'antiquité – 23 décembre 1994
- Arrêté royal 54 relatif au régime de l'entrepôt autre que douanier visé à l'article 39quater du Code de la taxe sur la valeur ajoutée – 25 février 1996
- Arrêté royal 55 relatif au régime des assujettis formant une unité TVA – 9 mars 2007
- Arrêté royal 56 relatif aux remboursements en matière de taxe sur la valeur ajoutée en faveur des assujettis établis dans un État membre autre que l'État membre de remboursement – 9 décembre 2009
- Arrêté royal 57 concernant le lieu des prestations de services en fonction de leur exploitation ou de leur utilisation effectives en matière de taxe sur la valeur ajoutée – 17 mars 2010
- Arrêté royal portant exécution des articles 84quinquies à 84decies du Code de la taxe sur la valeur ajoutée – 7 juin 2007
- Arrêté royal fixant la définition et les conditions auxquelles doit répondre un système de caisse enregistreuse dans le secteur horeca – 30 décembre 2009

VI.C. Arrêtés ministériels T.V.A.

- Arrêté ministériel 1 relatif aux déductions pour l'application de la taxe sur la valeur ajoutée – 2 septembre 1980
- Arrêté ministériel 2 relatif aux restitutions pour l'application de la taxe sur la valeur ajoutée – 21 décembre 2010
- Arrêté ministériel 6 accordant des délais pour le paiement de la taxe sur la valeur ajoutée qui est due en raison de l'importation de biens – 4 mars 1993
- Arrêté ministériel 10 fixant la date de la mise en application de la procédure de restitution de la taxe sur la valeur ajoutée, prévue aux articles 9 à 11 de l'arrêté ministériel n° 9, du 25 avril 1972 – 27 octobre 1972
- Arrêté ministériel 13 [relatif aux obligations auxquelles est tenu un assujetti ou un membre d'une unité T.V.A. au sens de l'article 4, § 2, du Code de la taxe sur la valeur ajoutée, propriétaire de tout ou partie d'un bien susceptible d'une hypothèque ou titulaire d'un droit réel sur tout ou partie d'un tel bien] – 4 mars 1993

VI.D. Législation européenne T.V.A.

- Directive 2006/112/CE du Conseil relative au système commun de taxe sur la valeur ajoutée – 28 novembre 2006
- Treizième directive 86/560/CEE du Conseil en matière d'harmonisation des législations des États membres relatives aux taxes sur le chiffre d'affaires – Modalités de remboursement de la taxe sur la valeur ajoutée aux assujettis non établis sur le territoire de la Communauté – 17 novembre 1986
- Directive 2008/9/CE du Conseil définissant les modalités du remboursement de la taxe sur la valeur ajoutée, prévu par la directive 2006/112/CE, en faveur des assujettis qui ne sont pas établis dans l'État membre du remboursement, mais dans un autre État membre – 12 février 2008
- Règlement d'exécution (UE) 282/2011 du Conseil portant mesures d'exécution de la directive 2006/112/CE relative au système commun de taxe sur la valeur ajoutée – 15 mars 2011

VII. DROITS D'ENREGISTREMENT

- Code des droits d'enregistrement, d'hypothèque et de greffe – 30 novembre 1939

- Arrêté royal relatif à l'exécution du Code des droits d'enregistrement, d'hypothèque et de greffe – 11 janvier 1940

VIII. DROITS DE SUCCESSION

- Code des droits de succession – 31 mars 1936
- Arrêté royal contenant des règles complémentaires relatives à la dation d'œuvres d'art comme mode de paiement des droits de succession, fixant les règles précises relatives au paiement et à la restitution des frais d'évaluation visés à l'article 83-3 du Code des droits de succession et à l'article 111, alinéa 5, du Code des impôts sur les revenus 1992 et fixant la date d'entrée en vigueur de chacun des articles de la loi du 21 juin 2001 visant à modifier les conséquences sur l'impôt sur les revenus des donations à l'État et les modalités des datations d'œuvres d'art en paiement de droits de succession – 26 août 2003

IX. TAXES EUROPÉENNES ET INTERNATIONALES

- Directive 2011/96/UE du Conseil concernant le régime fiscal commun applicable aux sociétés mères et filiales d'États membres différents – 30 novembre 2011
- Directive 2003/49/CE du Conseil concernant un régime fiscal commun applicable aux paiements d'intérêts et de redevances effectués entre des sociétés associées d'États membres différents – 3 juin 2003
- Directive 2003/48/CE du Conseil en matière de fiscalité des revenus de l'épargne sous forme de paiements d'intérêts – 3 juin 2003
- Directive 2009/133/CE du Conseil du 19 octobre 2009 concernant le régime fiscal commun applicable aux fusions, scissions, scissions partielles, apports d'actifs et échanges d'actions intéressant des sociétés d'États membres différents, ainsi qu'au transfert du siège statutaire d'une SE ou d'une SCE d'un État membre à un autre – 19 octobre 2009
- OECD Model Tax Convention on Income and on Capital – 22 juillet 2010

X. CODE CIVIL

- Code civil – 21 mars 1804

XI. CODE DE DROIT ÉCONOMIQUE

- Code de droit économique – 28 février 2013
 - Livre I. Définitions
 - Livre II. Principes généraux
 - Livre III. Liberté d'établissement, de prestation de service et obligations générales des entreprises
 - Livre IV. Protection de la concurrence
 - Livre V. La concurrence et les évolutions de prix
 - Livre VI. Pratiques du marché et protection du consommateur
 - Livre XII. Droit de l'économie électronique
 - Livre XVII. Procédures juridictionnelles particulières

XII. CODE DE COMMERCE

- Code de commerce – 15 décembre 1872

XIII. DROIT DES SOCIÉTÉS

- Code des sociétés – 7 mai 1999
- Arrêté royal portant exécution du Code des sociétés – 30 janvier 2001
- Arrêté royal en exécution de l'article 133, alinéa 10, du Code des sociétés visant la création du comité d'avis et de contrôle de l'indépendance du commissaire – 4 avril 2003

XIV. DROIT COMPTABLE

- Arrêté royal portant exécution de la [loi du 17 juillet 1975 relative à la comptabilité des entreprises] – 12 septembre 1983
- Arrêté royal déterminant la teneur et la présentation d'un plan comptable minimum normalisé – 12 septembre 1983

XV. FONDATIONS ET ASBL

- Loi sur les Unions professionnelles – 31 mars 1898
- [Loi sur les associations sans but lucratif, les associations internationales sans but lucratif et les fondations] – 27 juin 1921
- Arrêté royal portant exécution du Code des sociétés – Comptes annuels de certaines associations sans but lucratif, associations internationales sans but lucratif et fondations – 30 janvier 2001
- Arrêté royal [relatif à la publicité des actes et documents des associations sans but lucratif, des associations internationales sans but lucratif, des fondations et des organismes de financement de pension] – 26 juin 2003
- Arrêté royal relatif à la comptabilité simplifiée de certaines associations sans but lucratif, associations internationales sans but lucratif et fondations – 26 juin 2003
- Arrêté royal relatif aux obligations comptables et à la publicité des comptes annuels de certaines associations sans but lucratif, associations internationales sans but lucratif et fondations – 19 décembre 2003

XVI. BLANCHIMENT DE CAPITAUX

- [Loi relative à la prévention de l'utilisation du système financier aux fins de blanchiment de capitaux et du financement du terrorisme] – 11 janvier 1993
- Arrêté royal [portant exécution de l'article 28 de la loi du 11 janvier 1993 relative à la prévention de l'utilisation du système financier aux fins du blanchiment de capitaux et du financement du terrorisme] – 3 juin 2007

XVII. TRANSACTIONS COMMERCIALES, RETARD DE PAIEMENT

- Loi concernant la lutte contre le retard de paiement dans les transactions commerciales – 2 août 2002

XVIII. CONTINUITÉ, FAILLITE

- Loi relative à la continuité des entreprises – 31 janvier 2009
- Loi sur les faillites – 8 août 1997

XIX. LÉGISLATION IEC

- Loi relative aux professions comptables et fiscales – 22 avril 1999

- Loi relative à la discipline professionnelle des experts-comptables et des conseils fiscaux – 22 avril 1999
- Arrêté royal relatif à l'entrée en vigueur de la loi du 22 avril 1999 relative aux professions comptables et fiscales et de la loi du 22 avril 1999 relative à la discipline professionnelle des experts-comptables et des conseils fiscaux – 4 mai 1999
- Arrêté royal relatif à l'Institut des Experts-comptables et des Conseils fiscaux – 4 mai 1999
- Arrêté royal relatif à l'octroi de la qualité de conseil fiscal aux personnes physiques sur la base de l'expérience professionnelle – 18 mars 2002
- Arrêté royal relatif aux diplômes des candidats experts-comptables [et des candidats conseils fiscaux] – 22 novembre 1990
- Arrêté royal relatif à l'examen d'admission, au stage et à l'examen d'aptitude d'expert-comptable et/ou de conseil fiscal – 8 avril 2003
- Arrêté royal fixant le règlement de déontologie des experts-comptables – 1^{er} mars 1998
- Arrêté royal fixant le règlement d'ordre intérieur de l'Institut des Experts-Comptables – 2 mars 1989